



Jérôme Gautié

Université Paris 1

**Centre d'Economie de la Sorbonne
et Institut des Sciences Sociales du Travail**

**Atelier Pédagogique
JECO-14 novembre 2013**

**Séquence 3 : l'impact de la crise
de 2008-2009 sur les marchés du
travail**

Introduction

- Deux crises
 - 2008-2009 : crise financière puis économique, touche l'ensemble des pays de l'OCDE ; pour l'Europe et les Etats-Unis = la crise la plus importante depuis 1929 = « *the Great Recession* »
 - 2010 et surtout 2011 : crise des dettes publiques, touche surtout l'Europe, mais avec des conséquences très fortes dans certains pays, du fait des ajustements budgétaires très importants pour réduire les déficits publics
 - Ici, on parlera avant tout de la crise 2008-2009, car la seconde crise est en cours





Introduction

- Deux temps
 - Une première comparaison des pays européens et des Etats-Unis => différences importantes en termes d'ajustement, y compris au sein de l'Europe ; notamment quant au partage entre flexibilité externe et flexibilité interne
 - Illustration de cette diversité à partir de trois cas nationaux : l'Allemagne, la France et l'Espagne



1. Des modalités d'ajustement variées au sein des pays de l'OCDE

- **L'impact de la crise en termes d'emploi et de chômage**
 - A l'été 2011, les niveaux de chômage sont très différents au sein des principaux pays européens + les Etats-Unis (**Figure 1**)
 - Mais le plus frappant, ce sont les différences d'impact de la crise de 2008-2009 (mesurée par l'évolution du chômage entre 2007 et 2010, **Figure 2**)
 - Deux cas extrêmes : l'Espagne (+12 points de %) et l'Allemagne (où chômage est plus faible qu'avant la crise)
 - Alors que le chômage a commencé à baisser à partir de 2010 dans certains pays (**All, Sue, Dk, E-U**), il stagne à un niveau élevé dans d'autres pays (**Fra, UK, Ita**), et continue à augmenter dans les pays comme l'**Espagne**, la **Grèce** et l'**Irlande** => conséquence des politiques d'austérité liées à la crise de la dette





Figure 1 : Taux de chômage dans les pays de l'OCDE été 2011
(source : OCDE, 2011)

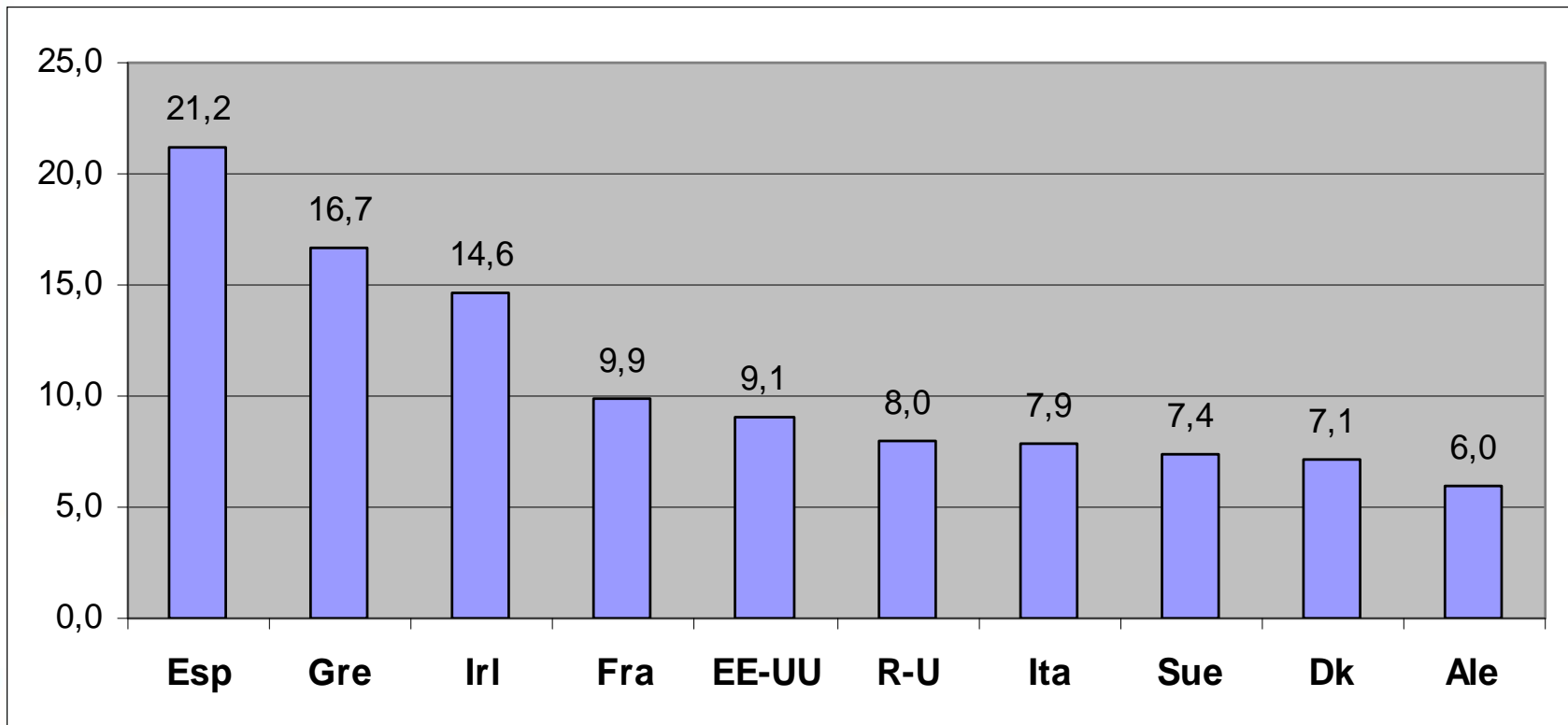
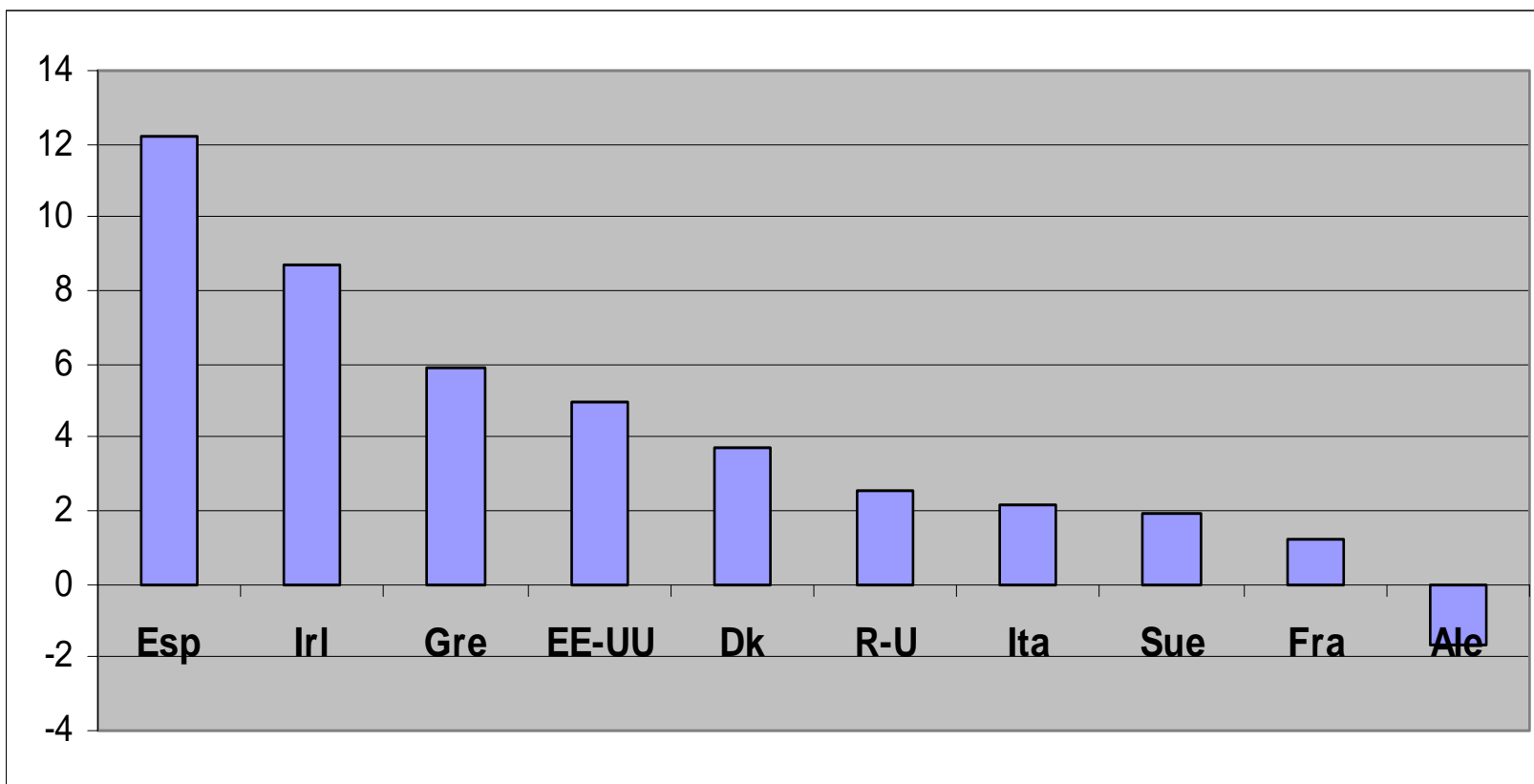
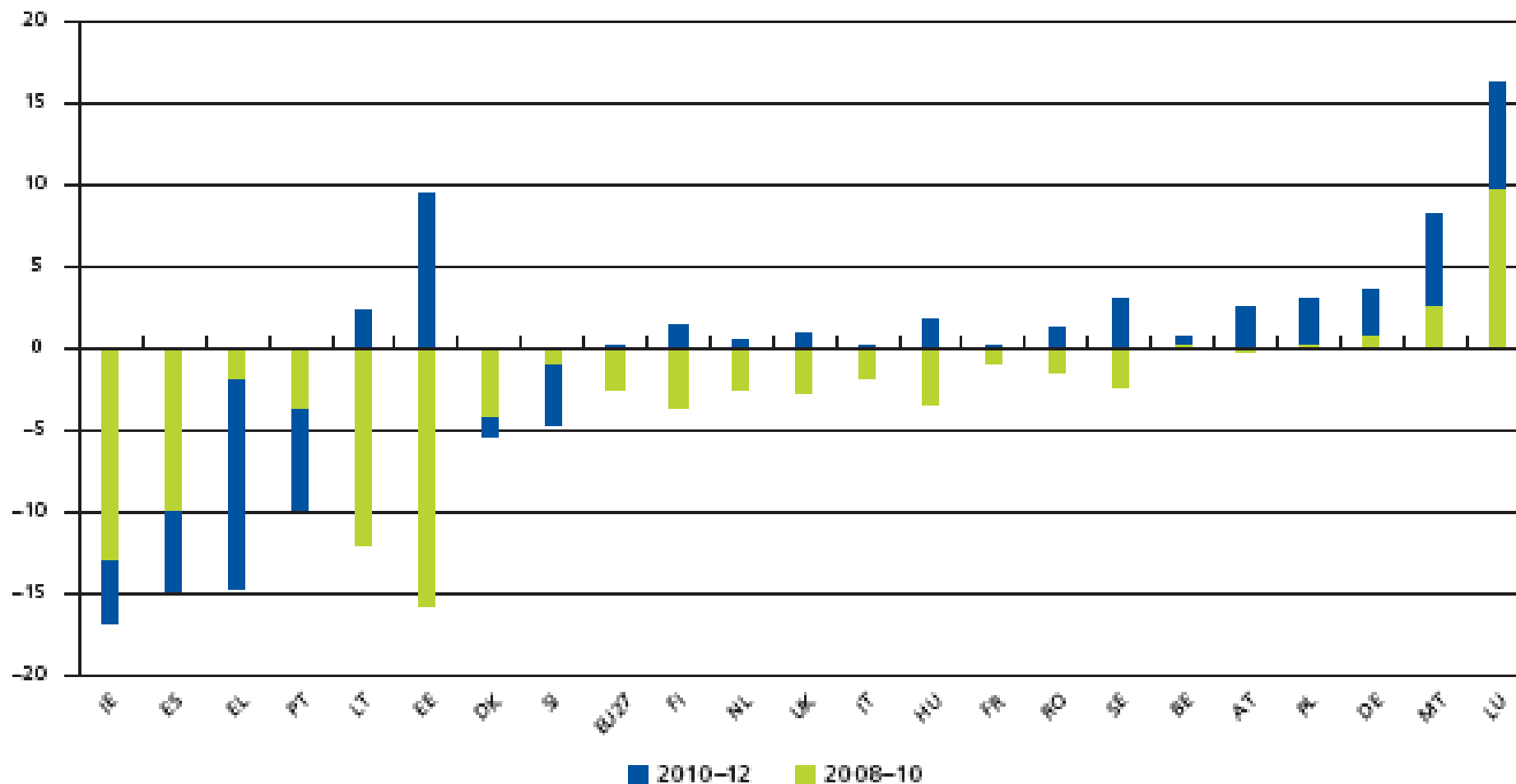




Figure 2 : Augmentation (en points de %) du taux de chômage dans certains pays de l'OCDE, entre 2007-T3 et 2010-T3
(source : OCDE, 2011)



Evolution de l'emploi (2008-2012)



Note: Sorted by total % employment decline (2008 Q1 to 2012 Q1). BG, CY, CZ, LV and SK were omitted due to a break in series.

Source: ELFS (author's calculations)



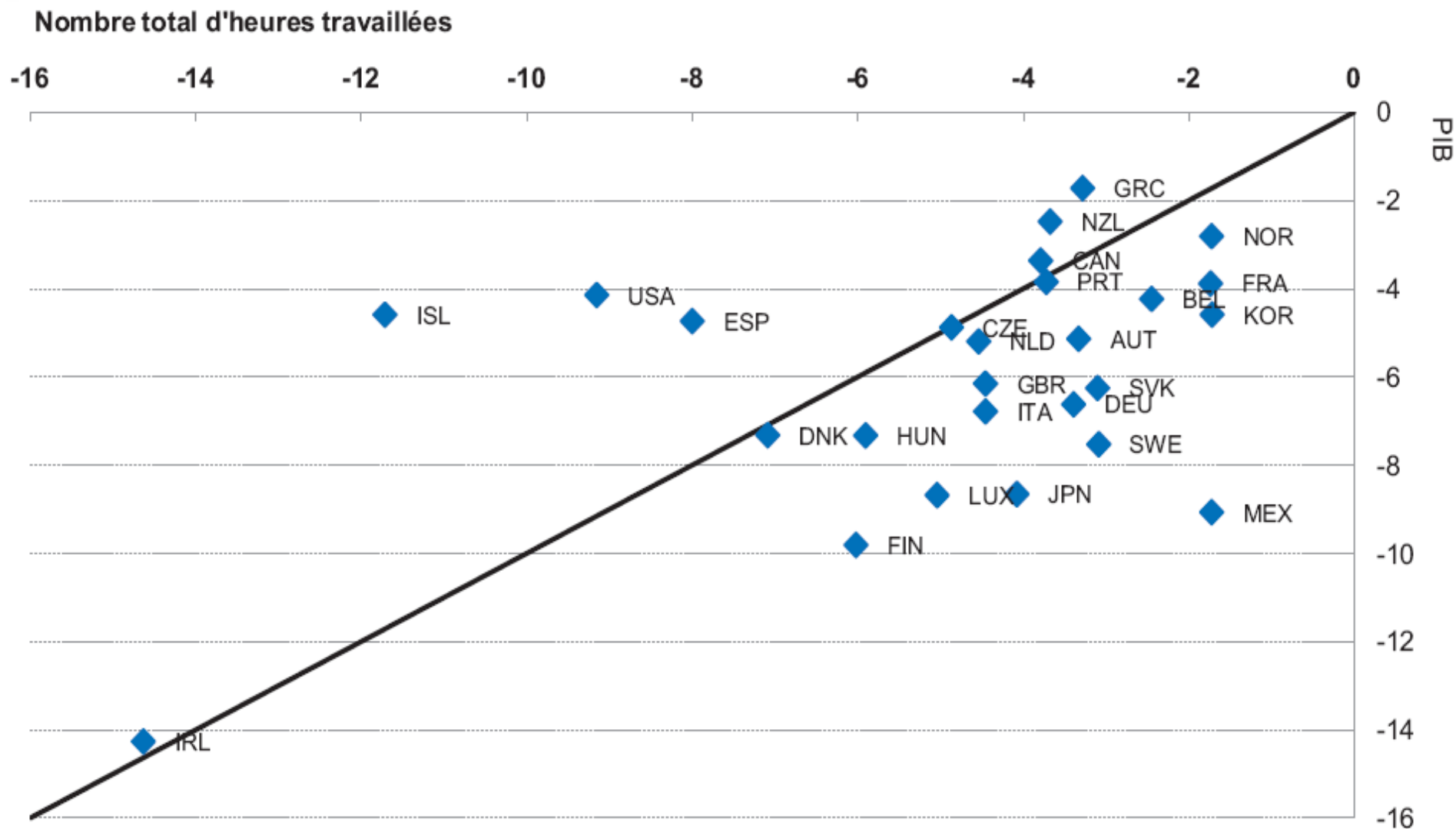
○ Flexibilité interne / flexibilité externe

- Ce qui est particulièrement intéressant : les variations de l'emploi et du chômage à court terme sont loin de refléter de façon strictement proportionnelle les variations du PIB
- Si on compare les variations du nombre total d'heures travaillées dans l'économie (H), aux variations du PIB (voir **Figure 3**), trois groupes de pays :
 - Ceux où : $\text{Var}(H) > \text{Var}(\text{PIB})$: exemples : **Esp, E-U, Gre**
 - Ceux où : $\text{Var}(H) = \text{Var}(\text{PIB})$: exemples : **Irl, Dk,**
 - Ceux où : $\text{Var}(H) < \text{Var}(\text{PIB})$: exemples : **Fra, Uk, Ita, Ale, Sue**



Figure 3 : Evolution (en %) du nombre total d'heures travaillées (H) et du PIB, du point le plus haut (avant la crise) au point le plus bas du PIB, sur la période 2007-2010

(source : OCDE, 2011)





- Mais le nombre total d'heures travaillées (**H**) se décompose lui-même en deux éléments : **H = T x h**
 - Le nombre de travailleurs (= le niveau d'emploi) : **T**
 - Le nombre d'heures par travailleur (= la productivité par tête) : **h**
- Plus les variations de **H** découlent des variations de **T** => plus la flexibilité *externe* est importante ;
- Symétriquement, plus les variations de **H** découlent des variations de **h** => plus la flexibilité *interne* est importante ;
- Si on compare les différents pays (**Tableau 1**), => trois groupes, selon l'importance relative de la **flexibilité externe** et de la **flexibilité interne**



Tableau 1 : Evolution du nombre total d'heures travaillées (H) et contributions des ajustements de l'emploi (T) et des heures par travailleur (h) durant la crise (du point le + haut au point le + bas)
(source : OCDE, 2011)



	Evolution de H (en %)	Contribution de l'ajustement de T	Contribution de l'ajustement de h
IRL	-14,6	80,5%	19,5%
EE-UU	-9,2	78,5%	21,5%
ESP	-8,0	116,7%	-16,7%
DK	-7,1	65,6%	34,4%
ITA	-4,5	55,7%	44,3%
R-U	-4,5	49,4%	50,6%
ALE	-3,4	-0,6%	100,6%
GRE	-3,3	102,2%	-2,2%
SUE	-3,1	65,2%	34,8%
FRA	-1,7	85,0%	15,0%



- Résultats étonnants, car les différences ne sont pas forcément là où on les attendait....
- De façon surprenante, il n'y a pas de corrélation nette entre l'indicateur de l'OCDE de « protection de l'emploi » (« *employment protection legislation* » - EPL) et l'ampleur de la flexibilité externe
 - Au sein de l'échantillon, ce sont la Grèce (indicateur EPL = 3,3), l'Espagne (3,2) et la France (3,0) qui ont les indicateurs les plus élevés, et qui donc sont supposés être les plus « rigides », mais la flexibilité externe y a été au moins aussi importante que dans les pays les plus flexibles, comme le R-U (0,7) ou les Etats-Unis (0,2)
 - Des pays au même niveau d'indicateurs, comme l'Allemagne et la Suède (indicateurs EPL = 2,6) ont eu des modalités d'ajustement relativement différentes



- *Première explication* : comme nous allons le voir, les pays qui ont un indicateur global de EPL élevé sont aussi ceux où le marché du travail tend aussi à être le plus dualiste entre emplois « permanents » et « emplois temporaires »
- *Deuxième explication* : il faut prendre en compte l'impact sur les différents secteurs ; les deux secteurs les plus touchés : le secteur industriel et le secteur de la construction ; or ces secteurs ont des spécificités importantes selon les pays (**Tableau 2**)
- *Troisième explication* : les règles de protection de l'emploi sont loin d'être les seules institutions (au sens large) pertinentes pour comprendre les ajustements ; il faut tenir compte de l'ensemble du système de relations professionnelles (rôle des syndicats et de la négociation collective), mais aussi du rôle de l'Etat (et pas seulement de la politique macroéconomique)



Tableau 2 : Evolution de l'emploi en % (2008 à 2010-T2) dans les secteurs manufacturiers et de la construction

(source : OCDE, 2011)



	Industries manufacturières	Construction
ALE	-5,4	-1,6
DK	-12,7	-24,9
ESP	-19,4	-30,7
E-U	-10,2	-13,4
FRA	-8,4	0,9
GRE	-10,4	-16,5
IRL	-16,8	- 47,3
ITA	-8,6	-0,6
R-U	-14,2	-16,1
SUE	-11,5	0,8

2. Illustrations : le cas de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne

- Allemagne : le recours massif aux dispositifs de réduction temporaire du temps de travail
 - C'est surtout le secteur manufacturier qui a été touché (cf. **Tableau 2**), notamment par la chute des exportations (qui représentent plus de 45% du PIB en 2007) ; secteur de la construction : peu touché ; il n'y avait pas eu de « bulle immobilière » avant la crise
 - Cependant, impact en termes d'emploi assez modéré (-5%) dans la grande majorité des entreprises du secteur manufacturier, choix de la flexibilité interne (i.e. ajustement à la baisse des horaires)





- Différentes modalités d'ajustement des horaires
 - Simple réduction de la durée horaire de travail (avec ajustement à la baisse du salaire)
 - Usage des heures supplémentaires non payées et accumulées dans les « comptes épargne temps »
 - Usage du dispositif « **Kuzarbeit** » : réduction temporaire du temps de travail, compensée par subvention publique ; dispositif très ancien, mais qui a été rendu plus généreux pendant la crise :
 - 1)** novembre 2008 : extension de 12 à 18 mois de la durée maximum d'indemnisation ;
 - 2)** En 2009 et 2010, exonération de 50% des cotisations sociales patronales ;
 - 3)** Exonération de 100% des cotisations sociales si les salariés concernés reçoivent une formation pendant la durée du dispositif => en 2009, jusqu'à environ 10% des salariés du secteur manufacturier concernés



- Les facteurs expliquant le choix de flexibilité interne
 - L'existence de dispositifs anciens (comptes épargne temps, *Kuzarbeit..*)
 - Le rôle très actifs des syndicats (*IG Metall*) qui se sont beaucoup mobilisés pour favoriser cette modalité d'ajustement, quitte à accepter parfois des pertes de salaire
 - Le rôle actif de l'Etat
 - La spécificité de l'industrie allemande : repose sur de nombreuses entreprises moyennes ou grandes, et sur le travail qualifié => volonté de ne pas perdre le stock de capital humain ; crainte de la pénurie de main d'œuvre qualifiée lors du retour de la croissance (expérience des crises antérieures)



- Renvoie à une autre spécificité allemande : la démographie ; taux de fécondité très faible depuis les années 1980 => de moins en moins de jeunes entrent sur marché du travail ;
- Les entreprises ont continué à recruter des jeunes pendant la crise
 - Exemple de l'industrie chimique : en 2009 a embauché 8885 jeunes en apprentissage (au lieu des 9100 prévus par accord collectif datant d'avant la crise, soit une baisse faible)
- Résultats : contrairement aux autres pays, le chômage des jeunes n'a pas augmenté en Allemagne



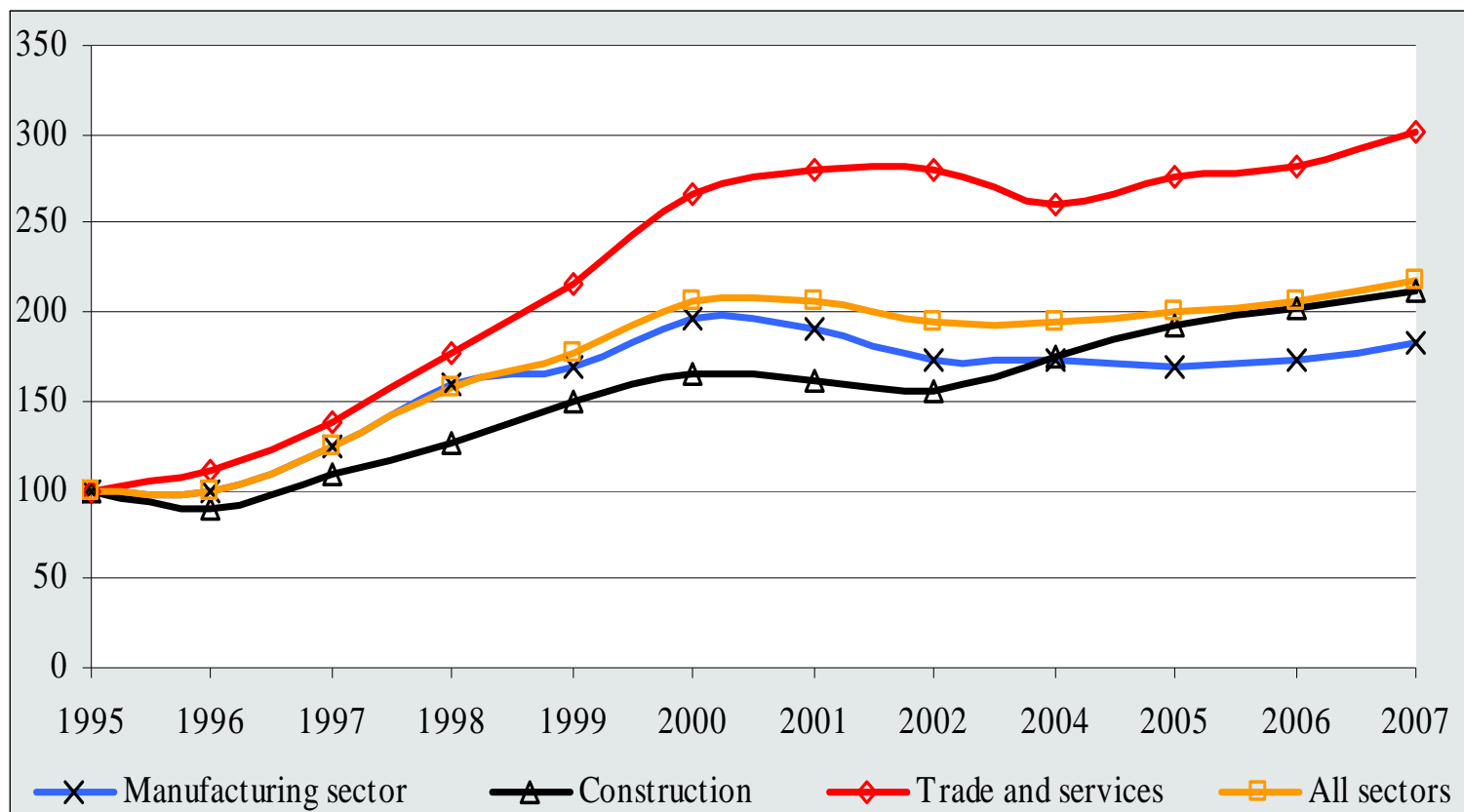
○ **France : un impact relativement modéré mais inégalitaire**

- Comme dans la plupart des autres pays, ce sont les secteurs manufacturiers et de la construction qui sont le plus touchés ; mais ce dernier beaucoup moins que dans pays où il y a eu bulle immobilière, et il connaît même une certaine reprise en 2010
- Les premiers touchés par l'ajustement à la baisse de l'emploi sont les travailleurs intérimaires : la baisse de leur emploi explique à elle seule 50% de la baisse totale de l'emploi durant les 12 premiers mois de la crise ; on est passé d'environ 680 000 emplois intérimaires équivalents temps plein (2008-T1) à environ 420 000 (2009-T2)
- Ceci s'explique par le dualisme croissant du marché du travail durant la décennie précédent la crise (voir **Figures 4 et 5**)



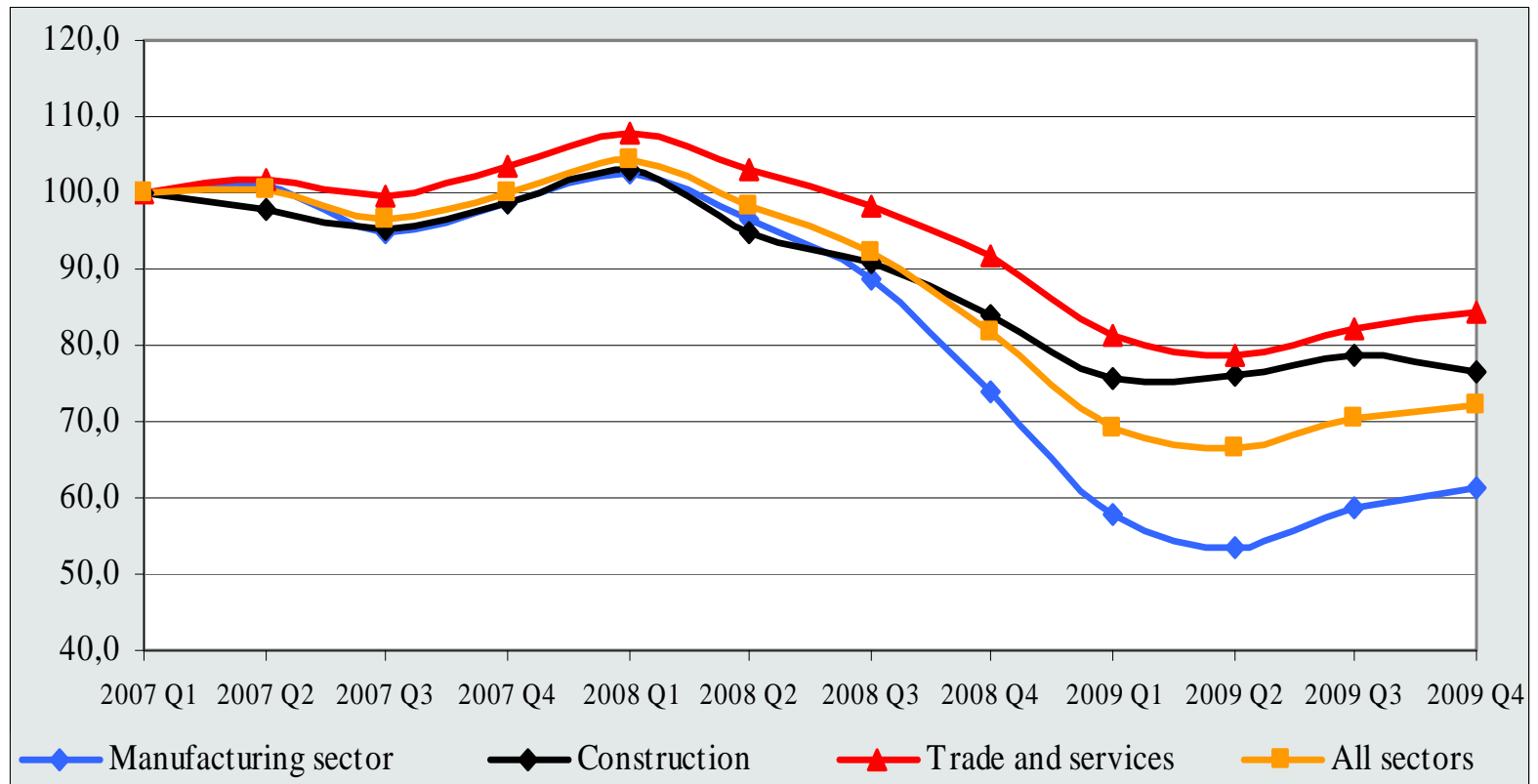
Figure 4 : Evolution du travail intérimaire en France (équivalent temps plein) avant la crise

(source : Gautié, 2011)





**Figure 5 : Evolution du travail intérimaire en France
(équivalent temps plein) pendant la crise**
(source : Gautié, 2011)

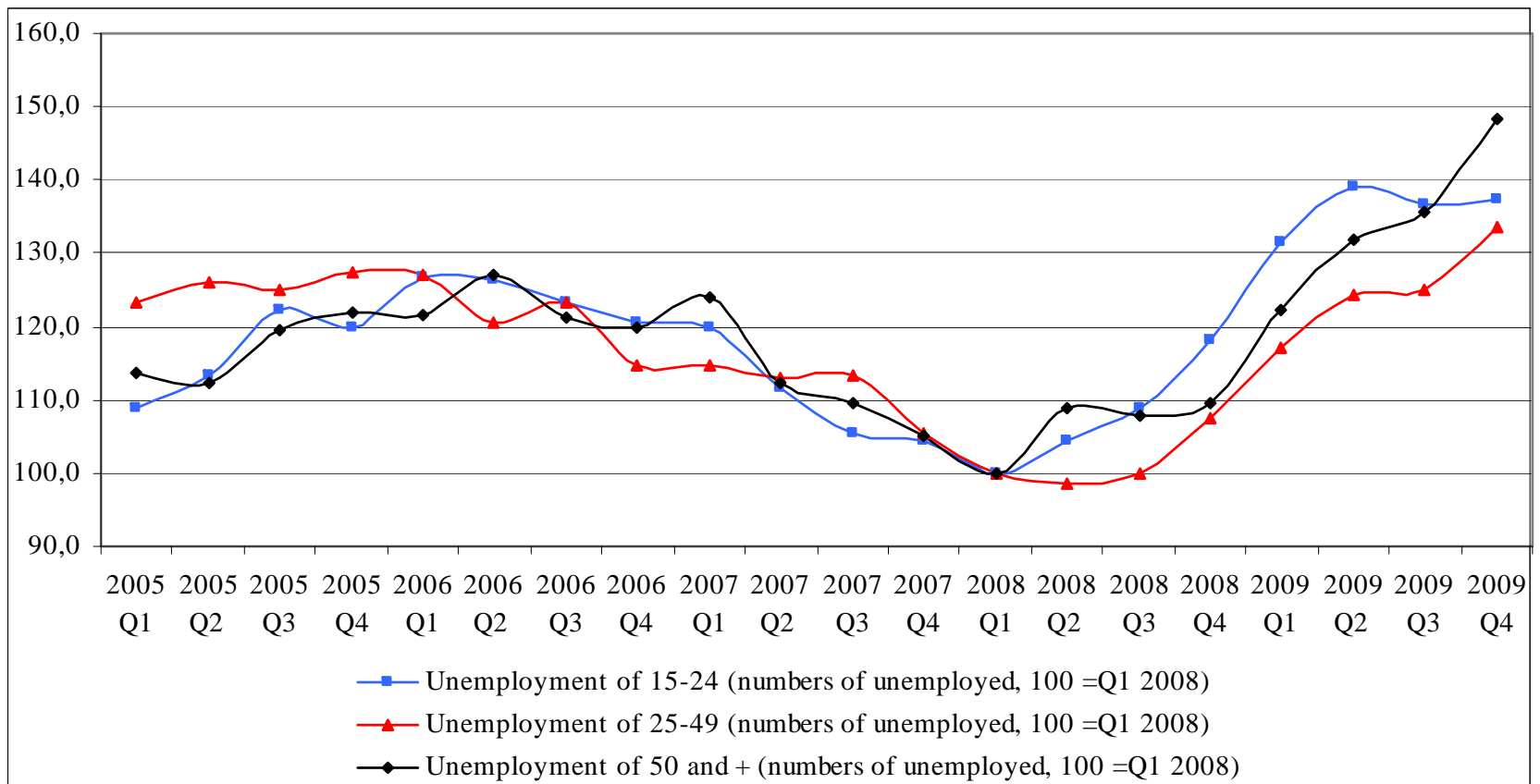




- Suppression des emplois intérimaires, non renouvellement des emplois à durée déterminée, et blocage des embauches => dans un premier temps ce sont les jeunes qui ont été le plus touchés par la crise (différence importante avec l'Allemagne) ; le taux de chômage des 15-24 ans passe de 18,3% en 2007 à 24,2% en 2009 (taux de chômage des 25-54 ans = 8,6% en 2009) (**Figure 6**)
- Pour les « *male breadwinners* » qualifiés de la grande industrie (exemple type : les salariés permanents de l'industrie automobile), comme en Allemagne, extension des dispositifs de réduction temporaire du temps de travail (« *chômage partiel* »)
 - Même principe : subvention publique du salaire, exonération de charges sociales...
 - Mais au total, en France 9 fois moins de salariés concernés (en équivalent temps plein) qu'en Allemagne => la flexibilité interne est restée concentrée sur une minorité



Figure 6 : Evolution du taux de chômage selon l'âge en France
(source : Gautié, 2011)

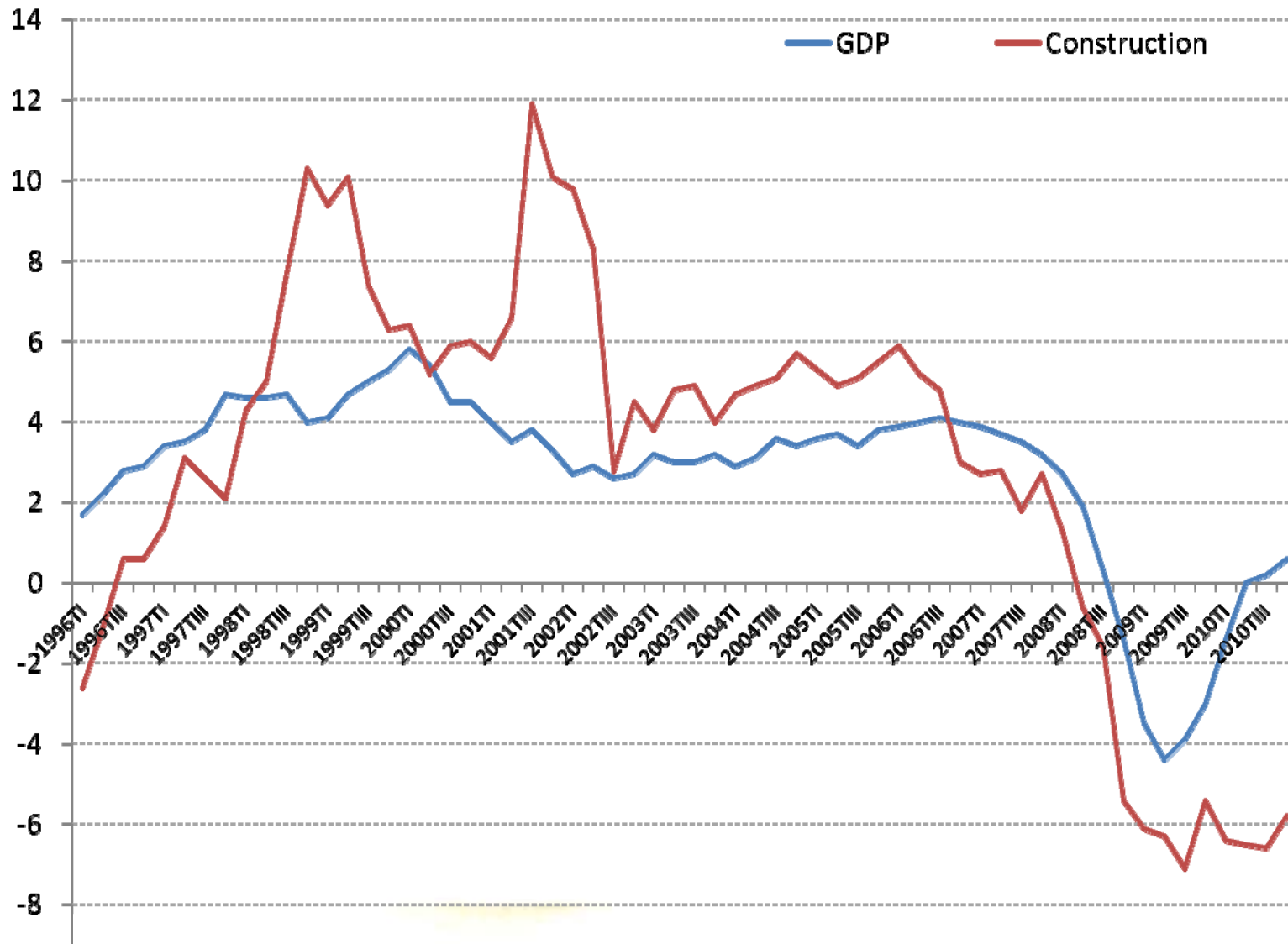




- Au total, France = cas intermédiaire entre l'Allemagne et l'Espagne, qui sont par certains aspects deux cas extrêmes au sein de l'Europe
- **Espagne : les conséquences d'une croissance déséquilibrée et d'un marché du travail très dualiste**
 - L'Espagne a connu un « boom » du secteur de la construction depuis le milieu des années 1990 (**Figure 7**) ; certaines années, on construisait plus de logements neufs en Espagne qu'en Allemagne, France et R-U réunis ! => hypertrophie du secteur de la construction
 - en 2007 : 11,9% du PIB (contre 6,3% en France, où population est supérieure de 20 millions) ; 13,3% de l'emploi total (contre 6,9% en France)



Figure 7 : Evolution du PIB et du secteur de la construction en Espagne (taux de croissance annuel en %)
(source : Munoz del Bustillo, 2011)





- Plusieurs facteurs explicatifs
 - Rôle du taux d'intérêt réel très faible (du fait d'une inflation supérieure à la moyenne de la zone euro)
 - Rôle du développement du tourisme de masse tout au long de l'année dans certaines régions (grâce aux compagnies aériennes *low cost*)
 - Rôle de la disponibilité d'une main d'œuvre peu qualifiée (notamment forte augmentation de l'immigration) sur des contrats de travail précaire => le dualisme du marché du travail a contribué au « déséquilibre » de la croissance



- Un fort dualisme du marché du travail
 - Ecart important entre la protection de l'emploi (forte) des emplois permanents, et la protection de l'emploi (faible) des emplois temporaires ; en 1997, une réforme pour réduire l'écart, mais effets limités => un fort dualisme subsiste
 - En 2007, 31% des emplois salariés sont des emplois temporaires = record au sein des pays de l'OCDE = 2 fois plus que la France, 4 fois plus que le R-U (voir **Figures 8 et 9**)
 - Cependant, même les contrats à durée indéterminée (« emplois permanents ») apparaissent comme relativement précaires ; selon une étude de Toharia et Cebran, 41% des contrats à durée indéterminée signés en 2004 avaient été rompus un an plus tard



Figure 8 : Taux d'emploi temporaire selon l'âge en 2008 en Espagne
(source : Munoz del Bustillo, 2011)

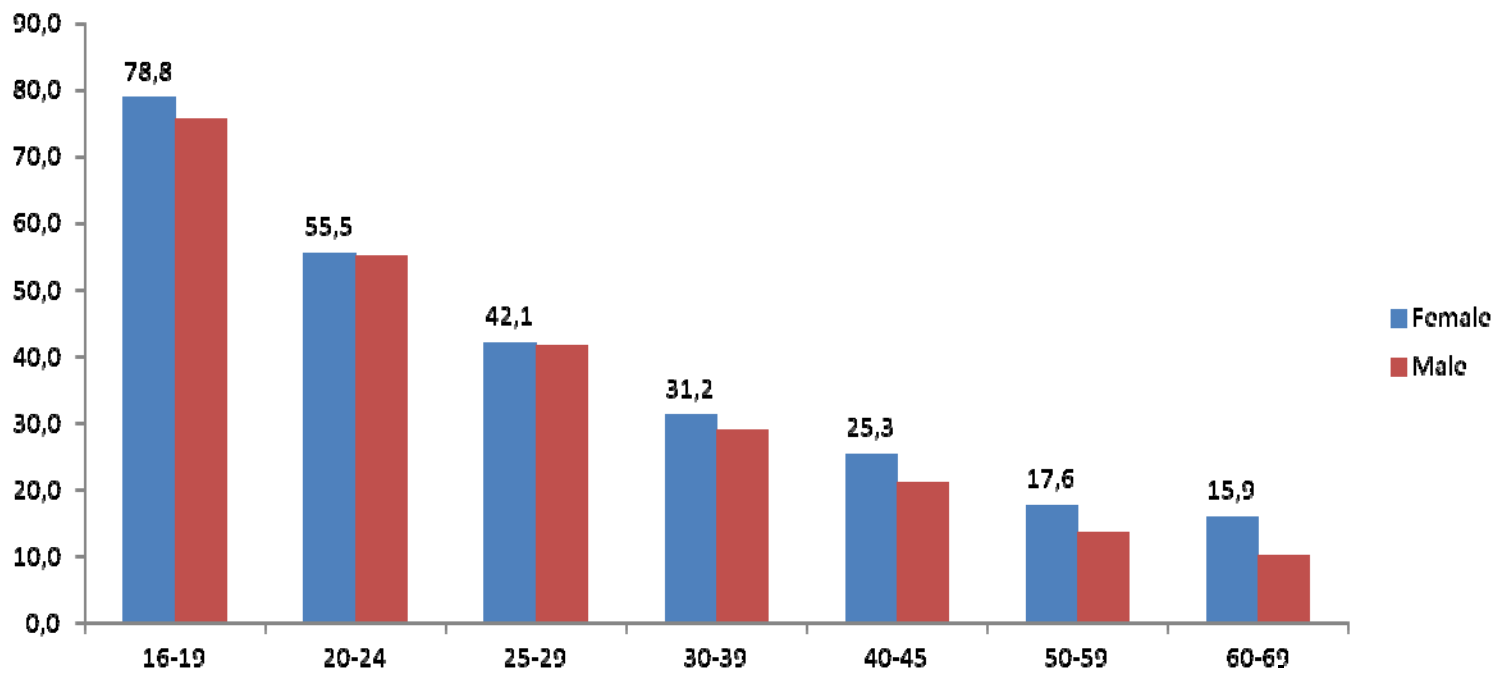
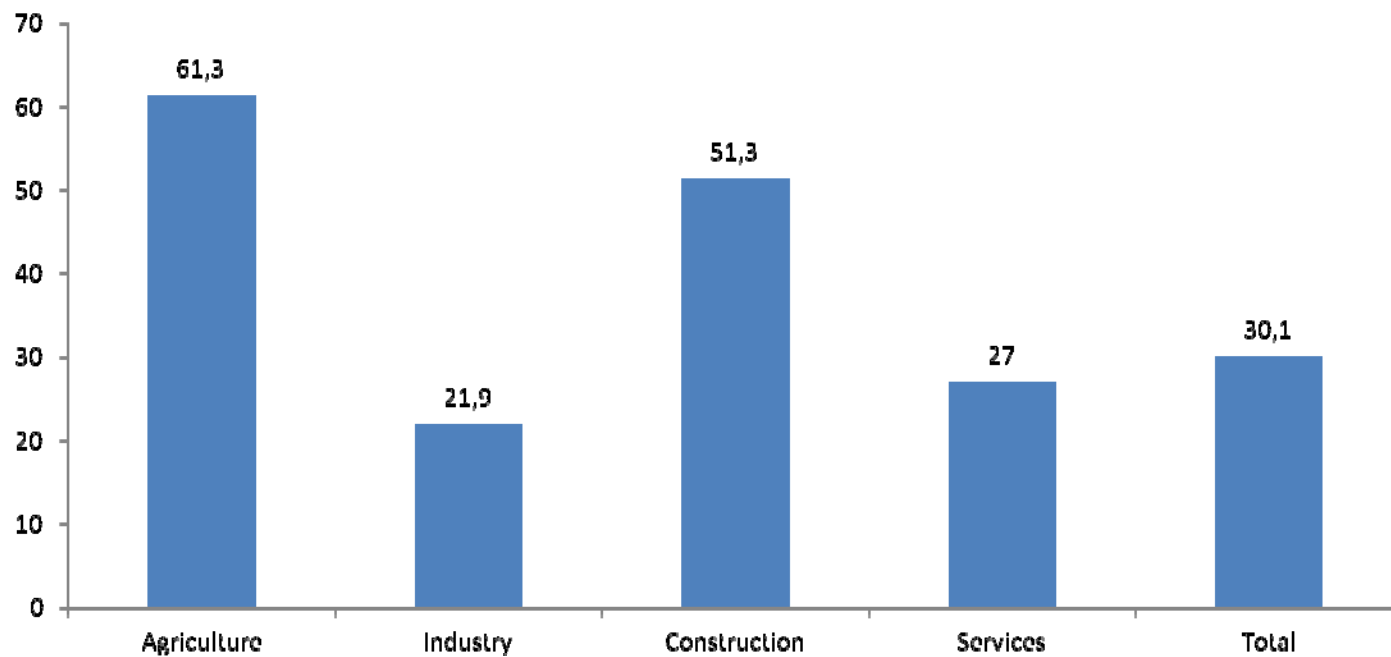




Figure 9 : Taux d'emploi temporaire selon le secteur en 2008 en Espagne
(source : Munoz del Bustillo, 2011)





- Selon Bentolila et alii (2010), ce dualisme a plusieurs conséquences
 - Modèle de croissance fondé sur une main d'œuvre peu qualifiée et précaire, donc sur des secteurs peu productifs (construction, industries à faibles technologies)
 - Nuit à la mobilité de la main d'œuvre ; mobilité inter-régionale très faible, car travailleurs précaires veulent rester près de leurs réseaux d'entraide familiaux et amicaux => chômage d'inadéquation territoriale (« *spatial mismatch* ») : les emplois vacants et les chômeurs ne sont pas forcément au même endroit



- Dans ce contexte, impact très fort de la crise sur le marché du travail
 - Très forte réactivité (cf. aussi ce qui a été dit plus haut) en termes de destruction d'emplois ; taux record d'élasticité de l'emploi au PIB (**Figure 10**)
 - Entre 2008 et 1^{er} trimestre 2010 : 86% des emplois détruits = emplois temporaires
- Conséquences dramatiques en termes de chômage
 - Très fort impact sur les jeunes (taux de chômage des 16-24 ans atteint 46% début 2011) (**Figure 11**)
 - Mais les autres catégories sont aussi touchées : début 2011, les 16-29 ans représentant « seulement » 33% des chômeurs, voir aussi (**Figure 12**)



Figure 10 : Elasticité de l'emploi au PIB 2008-2009
Var(emploi) en % / Var(PIB) en %
(source : Munoz del Bustillo, 2011)

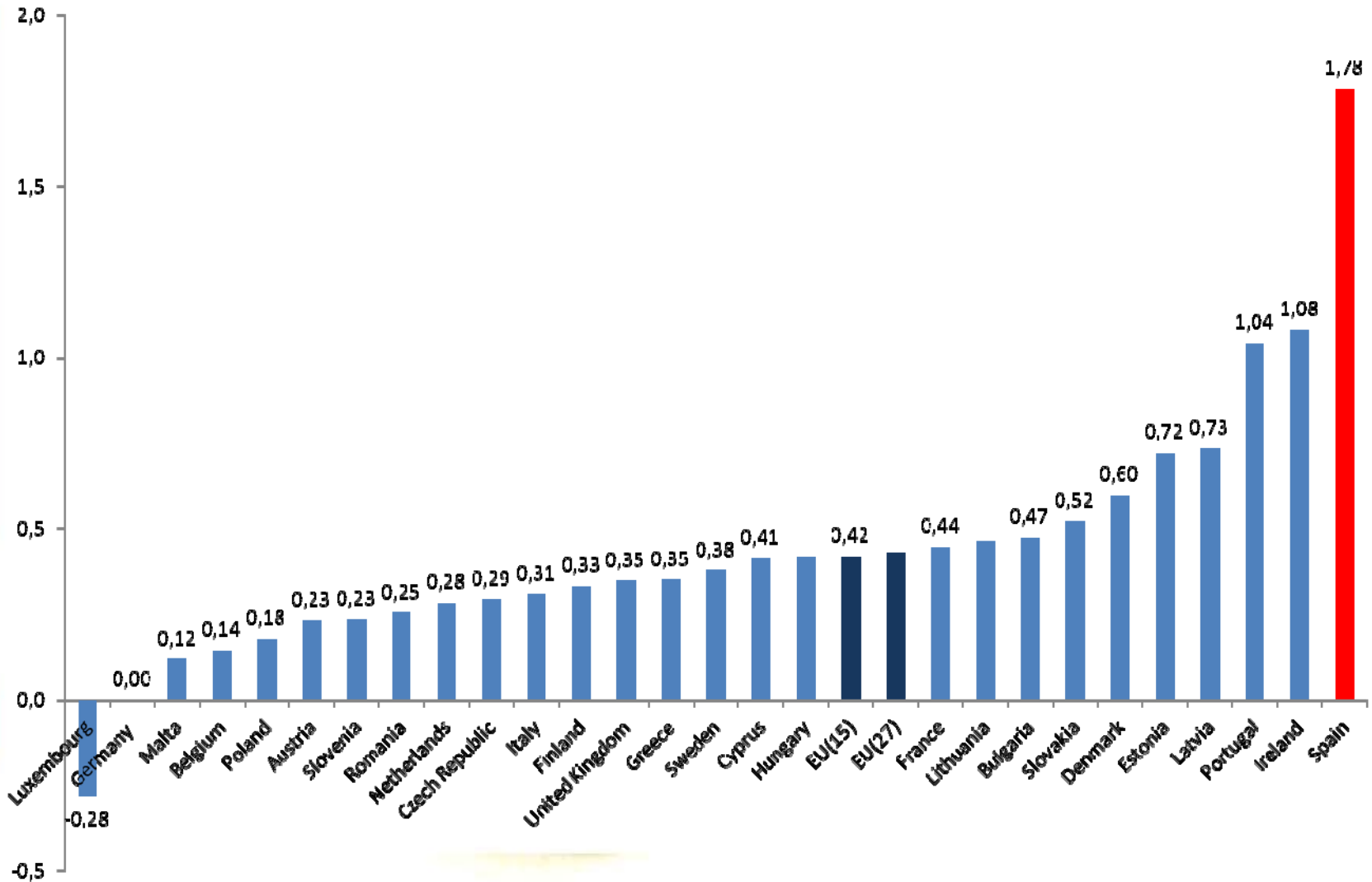




Figure 11 : Taux de chômage des jeunes en Espagne
(total = ensemble de la pop. active)
(source : Munoz del Bustillo, 2011)

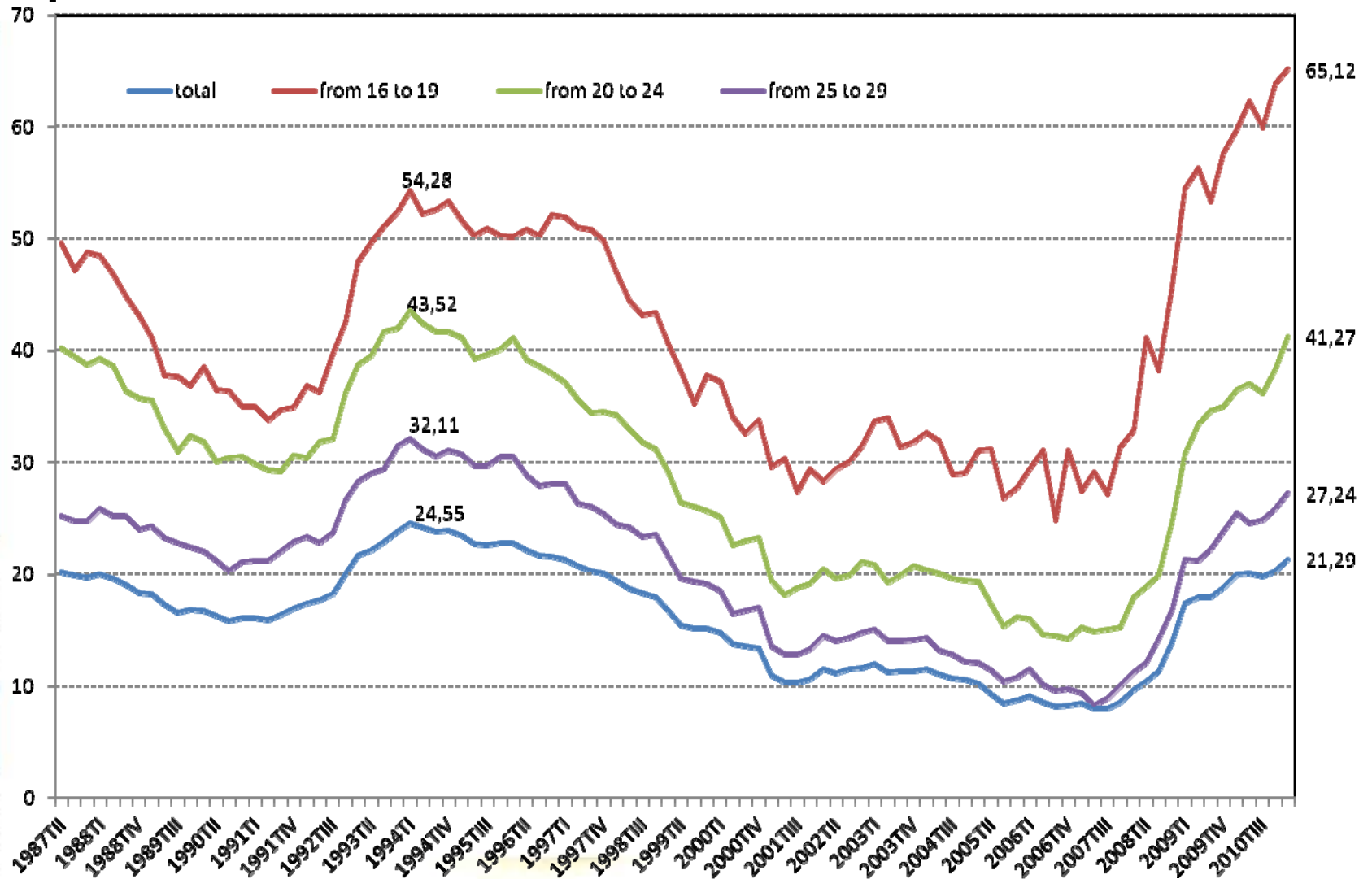




Figure 12 : Taux de chômage selon le genre en Espagne
(source : Munoz del Bustillo, 2011)

